

## Les catégories socioprofessionnelles : un outil encore efficace dans l'analyse des disparités culturelles

---

*Olivier DONNAT* \*

Il est de bon ton d'affirmer que les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) ont perdu en grande partie leur pouvoir explicatif et que les rapports à la culture sont désormais moins soumis aux déterminations sociales. Qu'on parle de montée de l'individualisme, de retour de l'acteur ou de « socio-styles <sup>1</sup> », il s'agit toujours d'exprimer, explicitement ou non, l'idée que les PCS sont aujourd'hui, dans notre société en voie de massification, un outil largement obsolète à la fois parce que les anciennes inégalités se sont considérablement réduites et que les nouvelles appellent d'autres grilles d'analyse.

Que nous apprennent sur ce point les résultats de la dernière enquête sur les pratiques culturelles des Français ? Comment ont évolué les écarts entre les catégories socioprofessionnelles depuis 1973, date de la première enquête ?

### Des écarts toujours importants entre PCS

Le premier constat est sans équivoque : les pratiques et consommations culturelles demeurent dans notre société de masse étroitement liées à la position et à la trajectoire sociale des individus. Elles apparaissent dans bien des cas, à l'échelle de la population française, comme minoritaires, élitaires et cumulatives. Plus de sept Français sur dix n'ont jamais assisté de leur vie à un concert de musique classique, par exemple, et plus de la moitié ne sont jamais allés au théâtre.

La hiérarchie des taux de pratique triés selon la catégorie socioprofessionnelle reste la même quelles que soient les formes de participation à la vie culturelle. Qu'il s'agisse de fréquentation des équipements culturels, de lecture, d'usages culturels des médias ou de pratiques amateur, les cadres et professions intellectuelles supérieures <sup>2</sup> arrivent en tête, devant les professions intermédiaires, puis

---

\* Olivier Donnat est chargé d'études au DEP.

1. Le terme « socio-styles » désigne les styles de vie des individus présentés sous forme de portraits robots obtenus par analyse typologique qui, sauf exception, ne sont pas décrits à travers les variables sociodémographiques usuelles.
2. Les cadres et professions intellectuelles supérieures seront désignés dans la suite du texte sous le terme de « cadres ».

les employés et artisans, commerçants et chefs d'entreprise dont les résultats sont souvent très proches, et enfin les ouvriers et les agriculteurs dont les taux de pratique sont également toujours proches. Même dans le cas d'activités plus largement répandues comme la fréquentation des salles de cinéma ou réputées moins élitaires comme celle des concerts de rock, les cadres arrivent en tête, avec une hiérarchie des taux de pratique inchangée.

L'écart entre milieux sociaux, qui est déjà important quand on analyse les résultats équipement par équipement, apparaît de manière encore plus spectaculaire quand on raisonne sur la fréquentation globale. Un indicateur synthétique portant sur cinq types d'équipements culturels (salles de cinéma, bibliothèques et médiathèques, salles de spectacle, lieux d'exposition et lieux de patrimoine) permet de mesurer combien leur fréquentation habituelle est très inégalement répartie dans la société française : plus de la moitié des cadres (54 %) s'y rendent de façon régulière ou habituelle, soit près de deux fois plus que les professions intermédiaires et cinq fois plus que les ouvriers<sup>3</sup>.

L'arrivée ces dernières années du micro-ordinateur dans l'espace domestique n'est pas venue modifier cet état de fait : les taux de possession de cet appareil, très liés aux niveaux de revenu et de diplôme, respectent la même hiérarchie que les pratiques culturelles traditionnelles et, de surcroît, la présence de produits multimédias de type culturel au sein des ménages équipés reflète plutôt un intérêt pour

**Tableau 1 – Les pratiques culturelles selon le milieu social**

sur 100 personnes de chaque groupe  (Pcs chef de ménage)	Au cours des douze derniers mois,					
	sont allés au théâtre	ont visité un monument historique	ont fréquenté une bibliothèque ou médiathèque	ont joué d'un instrument de musique	ont lu 25 livres et plus	ont regardé Arte au moins une fois par semaine
Cadres et professions intellectuelles supérieures	44	57	55	27	29	30
Professions intermédiaires	21	44	46	17	20	23
Employés	16	27	37	16	16	15
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11	29	28	13	9	16
Ouvriers	6	21	23	12	6	15
Agriculteurs	5	25	21	7	10	16

Source : *Pratiques culturelles des Français* (DEP, Ministère de la culture et de la communication, 1997).

3. Voir O. DONNAT, « La stratification sociale des pratiques culturelles et son évolution 1973-1997 », *Revue française de sociologie*, XL-1, 1999.

la culture déjà important. Ainsi, posséder des cédéroms éducatifs ou culturels est-il près de six fois plus fréquent chez les cadres que chez les ouvriers.

Le constat général qui se dégage à la lecture de ces résultats n'est pas, en définitive, très différent de celui de la sociologie critique des années 1960 : participer à la vie culturelle de manière à la fois régulière et diversifiée suppose, aujourd'hui comme hier, de cumuler un maximum d'atouts favorisant l'accès à la culture (niveau de diplôme et de revenu élevé, proximité de l'offre culturelle, familiarité précoce avec le monde de l'art, mode de loisirs tourné vers l'extérieur du domicile et la sociabilité amicale...) qui se retrouvent en priorité chez les cadres, et dans une moindre mesure chez les professions intermédiaires. D'ailleurs, la comparaison des résultats de la dernière enquête avec ceux de 1973 montre que la fréquentation des équipements culturels, en dépit d'une orientation globale à la hausse, plus ou moins sensible selon les domaines, n'est marquée par aucune réduction des écarts entre PCS.

## Une démocratisation relative

À l'échelle de la population française, la fréquentation des équipements culturels a, certes, eu tendance à augmenter : les taux de pratique au cours des douze derniers mois sont dans l'ensemble supérieurs à ce qu'ils étaient en 1973. Cependant, la progression observée renvoie, dans la plupart des cas, au gonflement des catégories de population les plus familières des équipements culturels (les cadres, les professions intermédiaires et les étudiants, notamment) ou à une intensification de leurs pratiques davantage qu'à un réel élargissement des publics : même dans le cas des bibliothèques-médiathèques, équipements dont la fréquentation a le plus progressé au cours des années 1980 et 1990, on n'observe aucune réduction significative des disparités entre milieux sociaux, surtout quand on écarte les fréquentations ou les formes de participation de type exceptionnel ou occasionnel. La question du rapport des milieux populaires à la culture « cultivée » reste posée : la majorité des ouvriers et plus généralement les catégories de population faiblement diplômées continuent à accorder une place très limitée aux activités artistiques dans leur temps de loisirs et à fréquenter rarement les équipements culturels.

Aussi parlera-t-on, à propos de l'évolution de la fréquentation des équipements culturels, de démocratisation relative pour traduire l'absence de réduction des écarts entre les PCS, en dépit d'une augmentation de la fréquentation : les Français sont plus nombreux dans les équipements culturels mais il n'y a pas eu de « rattrapage » des milieux sociaux les moins investis dans la vie culturelle. Pourtant, doit-on en conclure que rien n'a changé ?

Deux éléments obligent à reconnaître le caractère partiel de l'analyse qui précède.

### *L'illusion du « toujours pareil »*

D'abord, l'analyse des résultats des enquêtes *Pratiques culturelles des Français* a tendance, par sa construction même, à alimenter l'illusion du « toujours pareil » parce qu'elle s'appuie pour l'essentiel sur les pratiques culturelles traditionnelles, les seules pour lesquelles existent des données depuis le début des années 1970, et tend par conséquent à ignorer les formes de participation ou de consommation culturelle apparues au cours des dernières décennies. Raisonner uniquement sur la fréquentation des équipements culturels à partir de catégories qui datent des années 1970 (théâtre, musique classique...) risque de conduire à ne pas prendre en compte la diversification des modes d'accès et des formes d'appropriation de la culture liée en partie à l'élargissement de l'offre culturelle. Au sein même des établissements culturels en effet, l'intérêt pour l'art et la culture prend aujourd'hui des formes beaucoup plus variées qu'il y a trente ans : l'augmentation par exemple de la fréquentation des bibliothèques, devenues pour une partie d'entre elles médiathèques, apparaît très liée à la diversification des services offerts (développement de l'offre en matière de presse et de supports audiovisuels, enrichissement des collections destinées aux enfants...).

Par ailleurs, la programmation des lieux de spectacle a souvent gagné en éclectisme en s'ouvrant progressivement au jazz, à la danse contemporaine ou plus récemment au « nouveau » cirque, de même que l'éventail des musées et des monuments historiques s'est considérablement élargi du fait de la patrimonialisation d'objets ou de lieux considérés auparavant comme ordinaires. Enfin et surtout, ces dernières années ont vu l'essor de formes de participation à la vie culturelle « hors les murs », des spectacles de rue aux sons et lumières, en passant par les visites de quartiers historiques et les festivals. En évoquant ces quelques exemples, on mesure mieux la difficulté à souligner les permanences tout en intégrant les facteurs de renouvellement ou de rupture liés à l'évolution structurelle de la société française, à l'équipement des ménages en appareils audiovisuels, à l'augmentation considérable de l'effort de l'État et des collectivités territoriales en faveur de la culture, à la médiation qui l'a accompagnée, etc. Comment parvenir à saisir les profondes mutations qu'ont subies les pratiques culturelles des Français au cours des trente dernières années sans rappeler que la fréquentation des équipements culturels reste marquée par de profondes disparités ? Comment traduire la relative massification de certaines formes d'accès à la culture sans souligner le maintien, voire le renforcement, de profonds clivages sociaux dans l'accès à d'autres ?

### *Le poids des évolutions structurelles*

En outre, le raisonnement en taux de pénétration, sur lequel repose l'analyse des enquêtes nationales, ne prend pas en compte l'évolution structurelle de la société française au cours de la période étudiée. Or, est-il besoin de rappeler que celle-

ci a été forte au cours des années 1980 et 1990, en raison notamment des progrès de la scolarisation, des transformations des métiers et de la généralisation du chômage ? Le nombre de lycéens et d'étudiants, par exemple, a considérablement augmenté au cours de la période étudiée, de même que celui des cadres et professions intellectuelles supérieures, tandis que les effectifs des ouvriers non qualifiés et des agriculteurs chutaient de manière importante. Dans ces conditions, l'apparente stabilité des écarts entre catégories socioprofessionnelles qu'on observe à la lecture des résultats de *Pratiques culturelles* peut parfaitement recouvrir une série de mutations liées à l'évolution intrinsèque des PCS et cacher ce qu'on peut appeler une démocratisation « structurelle » : l'augmentation des catégories de cadres ou d'étudiants traduit en effet une mobilité ascendante d'une partie des jeunes générations qui a probablement permis à certains d'accéder à des pratiques culturelles étrangères à leur milieu social d'origine. Ceci conduit à penser que, si les écarts entre PCS ont dans l'ensemble peu évolué, les PCS, et notamment la catégorie des cadres qui a été le plus concernée par les évolutions structurelles de la société française, sont devenues moins homogènes, donc moins susceptibles d'être définies par un rapport unique à la culture.

Ce dernier point est important car il souligne la nécessité de ne pas se contenter d'une approche globale des PCS qui ne prendrait pas en compte les différenciations internes à chacune d'elles. En effet, l'ampleur des écarts observés entre les catégories socioprofessionnelles, aujourd'hui comme au début des années 1970, renvoie au jeu complexe des multiples facteurs qui « se cachent » derrière cette variable composite : différences d'origine sociale, de lieu d'habitat, de revenu et surtout de niveau de diplôme qui – toutes les enquêtes le confirment – demeure, avec l'âge, la variable la plus discriminante dans le domaine culturel.

## De fortes disparités internes liées...

L'exemple des cadres et des professions intermédiaires – que nous avons privilégié dans le tableau 2 en raison du niveau élevé de participation de cette PCS à la vie culturelle – indique que les écarts à l'intérieur d'une même catégorie socio-professionnelle peuvent être importants : ainsi, par exemple, les ingénieurs et les cadres d'entreprise ont-ils une fréquentation habituelle des équipements culturels deux fois moindre que celle des « professeurs et professions scientifiques ». De manière générale, ces derniers ainsi que les professionnels de l'information, des arts et du spectacle ont un niveau d'investissement dans la vie culturelle nettement supérieur à la moyenne de leur groupe d'appartenance, au même titre que les instituteurs et les professions de la santé et du travail social au sein des professions intermédiaires, si bien que les « gens du public » ont en général des taux de pratique ou de fréquentation supérieurs à ceux du privé, notamment dans le domaine des sorties et visites culturelles.

**Tableau 2 – Les différenciations internes au sein des groupes  
« cadres et professions intellectuelles supérieures »  
et « professions intermédiaires »<sup>4</sup>**

sur 100 personnes de chaque groupe (Pcs de l'individu)	Au cours des douze derniers mois,	
	ont fréquenté régulièrement les équipements culturels	ont lu 25 livres ou plus
Professeurs, professions scientifiques	51	44
Professions information, arts et spectacles	41	27
Cadres d'entreprise	27	33
Ingénieurs	27	22
Instituteurs	33	29
Professions intermédiaires santé et travail social	20	26
Professions intermédiaires adm. et com. d'entreprise	16	27
Techniciens	9	16
Contremaîtres	10	11

Source : *Pratiques culturelles des Français* (DEP, Ministère de la culture et de la communication, 1997).

### ... au niveau de diplôme

Le niveau de diplôme mais aussi le contenu même de l'activité professionnelle – cela est manifeste dans le cas des enseignants – expliquent pour une large part les différences constatées au sein d'un même groupe socioprofessionnel et peuvent contribuer à l'existence de comportements atypiques, en décalage par rapport au milieu d'appartenance. Parmi les autres facteurs explicatifs de ces disparités internes, citons bien entendu l'âge, le lieu d'habitation – notamment le fait d'habiter Paris *intra-muros* – mais aussi les variables de nature idéologique : le fait de se situer à gauche sur l'échiquier politique, par exemple, est en général associé à un engagement plus fort dans la culture ; celui d'être un catholique pratiquant, à un relatif désintérêt pour les formes modernes d'expression.

Enfin, l'origine sociale, mesurée à travers la profession ou le diplôme des parents, constitue bien entendu un autre facteur important de différenciations internes, notamment parce qu'elle amplifie ou au contraire contrarie les effets liés au niveau de diplôme. Ainsi, les fils d'agriculteurs ou d'ouvriers ayant accédé à l'enseignement supérieur ont un rapport à la culture plus proche de leur nouveau statut que de leur ancien, sans atteindre toutefois en moyenne le niveau des diplômés ayant une origine sociale plus favorable. Les Français ont en général tendance à aligner leurs pratiques et consommations culturelles sur celles cor-

4. Nous ne présentons pas dans ce tableau les résultats relatifs aux autres postes de la nomenclature à deux chiffres, en raison d'effectifs trop faibles.

respondant au niveau de diplôme ou à la position sociale la plus élevée : celles des parents pour les déclassés qui conservent dans leurs rapports à la culture plus de traces de leur passé que les individus en mobilité ascendante – et, pour ces derniers, celles du niveau d'études ou du milieu social auquel ils ont accédé. Cette règle se vérifie également au sein des couples où l'élément le moins diplômé a tendance à se rapprocher du rapport à la culture de son conjoint : une femme non bachelière mariée à un diplômé de l'enseignement supérieur ou un ouvrier marié à une bachelière auront en moyenne un niveau culturel supérieur à celui de leur « niveau ».

### *... à l'origine sociale*

C'est d'ailleurs la force des effets liés à l'origine sociale qui permet de comprendre que l'abaissement des barrières d'accès au baccalauréat et à l'enseignement supérieur, depuis les années 1960, n'a pas entraîné de diffusion spectaculaire des pratiques culturelles traditionnelles ou liées à la création contemporaine. Même si tout porte à croire que ce phénomène a contribué à élever le niveau culturel moyen des Français, en permettant notamment à une large partie des jeunes des milieux populaires d'avoir une connaissance, au moins superficielle, des grands noms de la culture consacrée. Beaucoup de ceux en effet qui, au cours des dernières décennies, ont profité des progrès de la scolarisation et/ou des opportunités offertes par l'essor de nouvelles professions (dans le domaine technico-commercial ou informatique, par exemple) sont issus, même quand ils ont fréquenté l'enseignement supérieur, de milieux peu familiers du monde des arts et de la culture. Détenteurs d'une formation à dominante technico-économique, ils sont plus sensibles aux valeurs du monde de l'entreprise (exaltation de la réussite matérielle, de la concurrence...) et ont souvent un investissement « moyen » dans les activités culturelles, en tout cas très éloigné de celui de certaines professions du secteur public. Aux activités culturelles qu'ils jugent souvent excessivement intellectuelles, ils ont tendance à préférer d'autres activités plus distrayantes, plus porteuses des signes extérieurs de la modernité ou moins chronophages.

Toute réflexion relative aux PCS doit par conséquent reposer sur l'analyse détaillée des facteurs explicatifs qui se cachent derrière les écarts constatés. Ceci constitue à nos yeux une des conditions nécessaires que le sociologue ou le statisticien doit respecter avant de livrer un diagnostic sur la démocratisation. Une autre condition tient aux indicateurs qu'il utilise. Chacun sait en effet qu'il est souvent difficile d'interpréter un résultat d'enquête sans le confronter à d'autres ou de raisonner sur un seul indicateur, quelle que soit sa pertinence. D'où la nécessité, avant de répondre à la question « Y a-t-il eu, oui ou non, démocratisation ? » que ne manquent pas de poser les décideurs soucieux de valoriser leur action et les journalistes pressés, de travailler en permanence sur plusieurs registres, de chercher à surmonter les limites et les biais dont chaque indicateur est porteur en ayant recours à un indicateur complémentaire et en procédant à un travail d'aller-retour permanent entre les deux.

## Une pluralité d'indicateurs

Parmi les nombreux procédés permettant de limiter les risques de dérive ou de surinterprétation qui guettent en permanence le sociologue quand il analyse les résultats d'une enquête, nous soulignerons la nécessité de respecter les trois points suivants :

- raisonner en taux de pénétration, comme on le fait le plus souvent, mais aussi en structure, de manière à prendre en compte les évolutions de la répartition socioprofessionnelle de la société dans son ensemble. Ceci constitue la meilleure manière de mettre en regard les évolutions des publics de la culture et celles de la population étudiée tout en créant les conditions d'un dialogue entre les enquêtes nationales (qui raisonnent le plus souvent en taux de pénétration) et les enquêtes de site (qui le font souvent en structure) ;
- analyser les évolutions des moyennes (nombre de livres lus, de visites aux musées...) ainsi que la dispersion autour de ces moyennes, notamment pour rendre leur « poids » culturel à des minorités très impliquées dans certaines pratiques. Une absence de changement au niveau de la moyenne peut en effet cacher une aggravation ou une réduction des écarts entre ceux qui pratiquent le plus et ceux qui pratiquent le moins ; à l'inverse, une baisse ou une augmentation de la moyenne peut très bien renvoyer à un changement de comportement ou d'opinion d'une minorité de la population étudiée, sans que la grande majorité soit concernée par ce changement ;
- travailler à la fois sur les valeurs relatives (pourcentages) et sur les valeurs absolues (effectifs) pour éviter l'effet d'écrasement de la réalité par les pourcentages (raisonner en % induit « par nature » une lecture pessimiste des résultats) ou l'effet « enchanteur » des effectifs (raisonner en millions d'individus peut conduire à l'effet inverse). Ainsi, une exposition au Grand Palais qui attire 500 000 visiteurs sera vite qualifiée de phénomène de société par les médias alors qu'elle ne concerne en réalité que 1 % de la population française, et une émission d'Arte ayant réalisé un taux d'audience de 2 %, ce qui représente à peu près le même nombre de personnes, sera facilement dénoncée pour son caractère élitaire.

## Dédoubler le questionnement

On retiendra, au moment de conclure, que l'approche en termes de catégories socioprofessionnelles demeure efficace, à l'échelle de la population française, pour mettre en évidence les fortes disparités qui continuent à marquer l'accès aux grandes œuvres de l'art et de l'esprit, pour reprendre la perspective d'André Malraux. Que ceux qui pensent en termes de « socio-styles » présentent la composition des groupes résultant de leur analyse typologique en catégories socioprofessionnelles, et chacun pourra constater que ces groupes sont loin d'être équitablement répartis dans les différentes PCS !



Le sociologue ou le statisticien confronté au redoutable défi de mesurer l'évolution des écarts sociaux dans l'accès à la culture peut par conséquent difficilement faire l'impasse sur une interprétation des écarts entre PCS qui demeurent importants, qu'on le veuille ou non. Toutefois, le risque est grand de tomber dans la vulgate aussi répétitive qu'improductive consistant à interpréter toute différence ou tout écart en termes de PCS, si on ne respecte pas les deux conditions suivantes : d'abord, se donner les moyens de comprendre la dispersion des univers culturels au sein d'un même groupe d'appartenance ainsi que la complexité – probablement accrue – des rapports d'homologie entre pratiques culturelles et catégories socioprofessionnelles ; et en même temps, raisonner sur une pluralité d'indicateurs – taux de pénétration et taux de structure, moyenne et dispersion autour de celle-ci, pourcentages et valeurs absolues, etc. Plus fondamentalement, il s'agit de dédoubler en permanence son questionnement : aux interrogations sur les facteurs qui maintiennent une forte homologie entre milieux sociaux et rapports à la culture, il convient d'ajouter une réflexion sur les facteurs de différenciation interne qui peuvent être à l'origine d'autres clivages et sur les transformations sociales qui contribuent à diversifier les conditions de socialisation des individus et à complexifier leur identité sociale<sup>5</sup>.

---

5. On renvoie sur ce point à l'analyse de Bernard LAHIRE proposée dans *L'homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998, et dans *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999.